KARTHALA

La Guinée et les nœuds de l'histoire

Entretien avec Odile Goerg, Réalisé par Céline Pauthier

Dans Politique africaine 2023/1 (N° 169), pages 121 à 144
Éditions Karthala

ISSN 0244-7827

Article disponible en ligne à l'adresse
https://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2023-1-page-121.htm

CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.

Distribution électronique Cairn.info pour Karthala.
La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

© Karthala | Téléchargé le 30/08/2023 sur www.cairn.info via Université Paris - Cité (IP: 195.220.128.226)

Entretien

La Guinée et les nœuds de l'histoire. Entretien avec Odile Goerg

Réalisé par Céline Pauthier

Odile Goerg, professeure émérite à l'université Paris Cité, est une historienne de l'Afrique de l'Ouest (Guinée, Sierra Leone) qui s'est successivement intéressée aux réseaux économiques coloniaux, à l'histoire des villes africaines, aux loisirs et sociabilités en milieu urbain, puis au cinéma comme pratique de loisir en Afrique coloniale. Dans cet entretien, Céline Pauthier questionne Odile Goerg sur sa relation de 40 ans avec la Guinée, sur les sources qu'elle a pu mobiliser au cours de sa carrière et sur le contexte scientifique et politique de recherche dans ce pays. La conversation explore les enjeux postcoloniaux et les questions mémorielles qui entourent l'écriture de l'histoire dans ce pays.

Le 8 décembre 2022, j'ai invité Odile Goerg à un dialogue rétrospectif autour de son parcours, dans le cadre de l'écriture d'un ouvrage collectif en hommage à son travail, sous la direction scientifique de Pascale Barthélémy, Elara Bertho, Florent Piton et moi-même[1]. Cette conversation a exploré les ressorts de sa vocation d'historienne de l'Afrique et les inflexions successives de son itinéraire intellectuel. Après les réseaux économiques coloniaux et l'histoire des villes africaines (Conakry et Freetown), elle s'est attachée aux fêtes et aux lieux de sociabilité en milieu urbain, avant de proposer une histoire du cinéma comme pratique de loisir en Afrique coloniale. Pionnière de l'histoire du genre, elle a aussi contribué à l'épanouissement de ces approches dans les études africaines[2].

Au cœur de ce cheminement intellectuel, la Guinée a occupé une place centrale, ce qui m'a amenée à proposer la publication d'une partie de l'entretien à la revue *Politique africaine*, intéressée par le fait d'enrichir le regard sur la Guinée proposé dans le dossier coordonné par Vincent Foucher, Joschka Philipps et Abdoulaye Wotem Somparé. Première historienne européenne à retourner dans ce pays en

1. Une autre version de cet entretien, reprenant l'ensemble des thématiques abordées avec Odile Goerg, doit paraître dans le livre *Histoires d'Afrique(s). En compagnie d'Odile Goerg*. L'entretien de décembre 2022 a été réalisé à Paris. J'ai rencontré Odile Goerg à l'université de Strasbourg en 2000. Elle a ensuite dirigé mes travaux sur la Guinée, de la maîtrise au doctorat, à l'université Paris Diderot, au sein du laboratoire Sedet (Sociétés en développement dans l'espace et dans le temps) puis Cessma (Centre d'études en sciences sociales sur les mondes africains, américains et asiatiques).

2. Sara Panata et Ophélie Rillon ont réalisé un autre entretien avec Odile Goerg à ce sujet, à paraître dans le même ouvrage (*Histoires d'Afrique(s)…, op. cit.*) et dans la *Revue d'histoire contemporaine de l'Afrique* sous le titre «Sous l'histoire de l'Afrique, le genre». Parmi les travaux d'Odile Goerg sur l'histoire de l'Afrique au prisme du genre, voir O. Goerg (dir), *Perspectives historiques sur le genre en Afrique*, Paris, L'Harmattan (*Cahiers Afrique*, n° 23), 2007.

© Karthala | Téléchargé le 30/08/2023 sur www.cairn.info via Université Paris - Cité (IP: 195.220.128.226)

1979, Odile Goerg a longtemps été une des seules spécialistes françaises de cet espace, sans pour autant en faire le terrain exclusif de ses recherches. Historienne de la période coloniale, Odile Goerg a aussi été une observatrice attentive de la Guinée contemporaine, des années 1980 à nos jours.

Je la questionne, dans cet entretien, sur sa relation à la Guinée, sur les sources qu'elle a pu mobiliser au cours de sa carrière et sur le contexte scientifique et politique de recherche dans ce pays. Cette relation est envisagée comme une histoire dynamique, déployée sur 40 ans, où se mêlent l'enthousiasme des rencontres et des échanges et le sentiment d'un « nœud de l'histoire » difficile à dénouer. À partir d'extraits choisis de notre conversation de décembre 2022, je souhaite contribuer ici à une réflexion sur la singularité de la Guinée dans le paysage intellectuel, nourrie par le regard croisé de deux générations d'historiennes.

Étant née dans une famille alsacienne, tu passes ton enfance et ton adolescence à Strasbourg, avant d'être reçue à l'École normale supérieure (Fontenay) en 1974. À Paris, tu rencontres des étudiants sénégalais et découvres l'histoire de l'Afrique à l'université Paris 1. Tu voyages également en Afrique, au Sénégal pour la première fois en 1975, puis, entre 1977 et 1981, dans de nombreux autres pays, francophones et anglophones, à travers l'ensemble du continent. Après une maîtrise sur la crise économique au Dahomey[3] en 1976, tu entres en contact avec Catherine Coquery-Vidrovitch, à l'université Paris Diderot, pour ta thèse de troisième cycle. Pourquoi alors choisir de travailler sur la Guinée, pays qui est à ce moment-là peu étudié en France, et qui vient juste de s'ouvrir et où l'on ne peut pas vraiment encore se rendre ? Comment se passe le premier voyage que tu fais en 1979, quatre ans seulement après la réconciliation franco-guinéenne de 1975 ? La Guinée, toujours dirigée par Sékou Touré, sort alors d'une décennie de répression politique… Comment s'organise ce premier voyage ?

Je commencerais par répondre sur le choix de la Guinée. C'est un choix tout à fait rationnel. C'est Catherine Coquery-Vidrovitch qui faisait le tour des sujets de thèse possibles et qui me disait : sur le Sénégal, il y a déjà beaucoup de chercheurs, sur la Côte d'Ivoire aussi. Voilà un pays sur lequel on a peu travaillé, en tout cas de France puisqu'on ne connaissait pas les recherches qui étaient faites en Guinée même… Cela ne circulait pas. Donc voilà un pays qui serait intéressant à étudier, avec toutes les ouvertures…

3. O. Goerg, *Le Dahomey 1918-1938. De la Convention du Niger à l'assimilation douanière*, Mémoire de maîtrise, Paris, Université Paris 1, 1976.

© Karthala | Téléchargé le 30/08/2023 sur www.cairn.info via Université Paris - Cité (IP: 195.220.128.226)

Travailler sur un espace peu étudié.

Oui, donc cette première thèse portait sur le commerce en Guinée avant la colonisation et les changements juste après[4]. Et le deuxième aspect de contexte est que j'étais d'une naïveté totale par rapport au régime guinéen. Je ne me l'explique pas trop, à part peut-être par ma faible politisation à l'époque, même si le coup d'État contre Allende m'avait profondément marquée ; cela reste un point d'interrogation. C'était un objet d'étude, voilà tout. Je séparais la recherche et la politique, démarche que je ne comprends plus aujourd'hui, tout en respectant bien sûr la méthodologie historique. Je commence donc à travailler dans les archives tout à fait normalement en France et, en 1979, j'ai la possibilité, avec un financement du ministère, d'aller en Guinée. J'avais donc déjà accumulé beaucoup d'informations mais je voulais voir les archives guinéennes et le pays.

Tu avais vu les archives coloniales.

Oui, à Paris puisqu'elles étaient encore rue Oudinot, au ministère de l'Outre-mer, pendant toute la période de ma première thèse. J'avais aussi lu tous les livres que les Européens avaient écrits sur la Guinée, il y en avait eu beaucoup à la fin du XIXe et au début XXe siècle. Donc mon séjour est organisé vraiment comme la première chercheuse française à aller en Guinée ; je n'étais pas bien vieille à l'époque, 25 ans.

Avant d'aller en Guinée, j'avais été au Sénégal en 1975, au Bénin-Nigeria en 1976, en Afrique de l'Est en 1977, puis au Sénégal et au Mali en 1978. C'était l'expérience que j'avais, de pays ouverts… Les notes que j'ai retrouvées pour le séjour de 1979 sont succinctes en fait, mais j'ai des souvenirs, enfin des images mentales. L'atmosphère était totalement différente. D'abord, comme il n'y a pas vraiment d'habitude de recevoir des chercheurs étrangers, j'ai été accueillie par l'ambassadeur André Lewin[5] et logée dans la résidence avec l'ambassadeur, le premier conseiller et son épouse… Je me souviens bien de l'ambassadeur. J'ai dû rester à peu près une semaine avec eux et après ils m'ont logée chez le fils de quelqu'un de l'ambassade.

4. O. Goerg, *Commerce et colonisation en Guinée (1850-1913)*, Paris, L'Harmattan, 1986.
5. Ambassadeur de France en Guinée de 1975 à 1979, André Lewin (1934-2012) a été la cheville ouvrière de la reprise des relations diplomatiques entre la France et la Guinée, qui étaient rompues depuis 1965. Plus tard, il a soutenu une thèse volumineuse (2008) retraçant la biographie de Sékou Touré, avec lequel il entretenait des rapports amicaux, qui a ensuite été publiée : A. Lewin, *Ahmed Sékou Touré (1922-1984), Président de la Guinée de 1958 à 1984*, 8 tomes, Paris, L'Harmattan, 2009-2011.

© Karthala | Téléchargé le 30/08/2023 sur www.cairn.info via Université Paris - Cité (IP: 195.220.128.226)

Où se situait l'ambassade dans Conakry ?

L'ambassade était à Gbessia près de l'aéroport. Une belle villa en bord de mer avec un jardin, où circulait une gazelle ou une antilope… quelque chose d'un peu surréel par rapport au reste de la ville. J'ai dû circuler dans Kaloum, le centre de la ville, mais je faisais surtout des allers-retours entre les archives et le lieu où je logeais car on me véhiculait. Il n'y avait pas vraiment de taxis alors il me semble, ou je ne connaissais pas le système à Conakry. J'ai vraiment le souvenir d'une ville vide. Très peu de voitures par rapport à Dakar. Et puis, en termes de contact, on voyait très bien que les gens n'avaient pas envie d'être vus avec une Occidentale, peut-être plus spécifiquement avec une Française. Les relations n'étaient pas faciles, pas de discussion dans la rue ou ailleurs. La méfiance régnait et, bien sûr, on ne pouvait pas prendre de photos. J'ai essayé de retrouver les personnes rencontrées à l'époque, sans succès, mais elles étaient rares, et en fait, j'ai rencontré les collègues, avec lesquels je suis toujours en relation, à partir de 1984, lors du deuxième séjour, voire après. Je me souviens bien sûr de l'état des archives. Elles étaient conservées à l'époque tout au bout de la presqu'île de Kaloum, dans les anciens bâtiments de l'Institut français d'Afrique noire (Ifan). Comme il y avait des coupures d'électricité, j'y allais avec une lampe torche pour repérer les dossiers dans les réserves, à l'arrière. J'étais alors la seule personne à les consulter.

En même temps que les archives, je suis allée à la Bibliothèque nationale (BN) qui était située au début de Kaloum, tout près des anciens bâtiments de Syli Cinéma[6] – mais je n'en étais pas consciente à l'époque, je ne m'intéressais pas au cinéma –; y étaient déposés tous les mémoires de l'Institut polytechnique Gamel Abdel Nasser (IPGAN) et de vieux ouvrages. J'ai lu des choses très intéressantes, surtout les mémoires des étudiants du début des années 1970 qui étaient vraiment de bonne tenue. Il fallait certes décrypter tout le discours en hommage à Sékou Touré, mais c'était intéressant, basé notamment sur des enquêtes orales… Donc je suis allée à la BN et aux archives. Une anecdote pour les archives : j'avais un ange gardien, ou du moins je l'appelle comme ça. C'était quelqu'un qui m'accompagnait et qui restait assis à côté de moi tout le temps que je consultais les archives. Je me souviens qu'il feuilletait un vieux *Paris Match* et il a dû feuilleter le même tout le long de mon séjour…

Par qui avait-il été désigné ?

Je ne sais pas. C'était un étudiant mais désigné manifestement…

6. Syli Cinéma est une régie nationale de production et de diffusion de films en Guinée, créée en janvier 1967 (à partir d'une régie existante). Syli, qui signifie « éléphant » en soussou, est le symbole du Parti démocratique de Guinée (PDG), section guinéenne du Rassemblement démocratique africain, et le surnom de Sékou Touré.

© Karthala | Téléchargé le 30/08/2023 sur www.cairn.info via Université Paris - Cité (IP: 195.220.128.226)

Tu as eu le sentiment d'une surveillance ?

Oui. Une surveillance qui m'amusait un peu parce que, franchement, je ne voyais pas ce que je pouvais faire… J'aurais peut-être pu voler des archives… mais ça alors, ça ne m'a pas traversé l'esprit, donc je ne voyais pas très bien ce qu'il faisait là. Mais il était là. Il faut se remettre dans la situation de l'époque. Il n'y avait pas de photocopieurs, pas d'appareils photos numériques comme maintenant, donc je prenais des notes manuscrites à longueur de journée. Et les archives coloniales guinéennes sont extrêmement riches, vraiment, contrairement aux rumeurs sur leur disparition…

Donc au départ, le choix de la Guinée est très rationnel, mais ça me plaît sûrement de découvrir, d'être la première à écrire une partie de son histoire…

Il y a eu cependant, au moment de l'indépendance, des intellectuels qui se sont mis au service de la Guinée. Ils ont œuvré à la décolonisation de l'histoire guinéenne, et plus largement ouest-africaine. Je pense aux historiens Djibril Tamsir Niane, Joseph Ki-Zerbo, Jean Suret-Canale ou au sociologue Claude Rivière. La connexion entre cette génération et la tienne s'est-elle opérée ?

Quand j'ai démarré, je n'ai pas eu le réflexe de contacter ceux que je percevais comme des « grands hommes ». En fait, je ne connaissais pas les travaux de Claude Rivière, qui a travaillé en tant que sociologue sur la période des années 1960 qui n'était pas la mienne. Je ne l'ai rencontré qu'une seule fois, d'ailleurs, et bien plus tard. Je n'ai pas de souvenir que Catherine Coquery-Vidrovitch ait évoqué Jean Suret-Canale quand j'ai commencé ma thèse. Il a pourtant enseigné à l'université Paris 7 et était lié au Sedet, où il a soutenu sa thèse l'année de sa retraite, en 1985. Quand je l'ai rencontré, par la suite, je n'ai pas trop osé lui demander pourquoi il avait si peu parlé de la situation en Guinée au début des années 1960 et du « complot des enseignants[7] » qu'il avait vécu de l'intérieur. Donc, finalement, cette connexion ne s'est pas faite au départ, mais en décalé. Après le décès de Jean Suret-Canale, j'ai organisé une journée d'études en son hommage à Paris 7, en 2008.

7. Fin 1961, le Syndicat national des enseignants de Guinée (Sneg) adresse un mémorandum au gouvernement guinéen pour critiquer la réforme du statut des enseignants et revendiquer une revalorisation salariale. Le secrétaire général du Sneg et d'autres enseignants sont arrêtés le 18 novembre, jugés par un tribunal *ad hoc* et condamnés à de lourdes peines. Les élèves se mobilisent alors pour faire libérer leurs professeurs. Le gouvernement guinéen réprime ces manifestations et dénonce un « complot des enseignants » contre le régime, qui aurait été fomenté avec l'aide de l'ambassadeur soviétique, lequel est expulsé en décembre. Voir C. Pauthier, « Indépendance, nation, révolution : les enjeux du "complot des enseignants" de 1961 en Guinée », *in* F. Blum, P. Guidi et O. Rillon (dir.), *Étudiants africains en mouvements. Contribution à l'histoire des années 68*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2017, p. 31-56.

© Karthala | Téléchargé le 30/08/2023 sur www.cairn.info via Université Paris - Cité (IP: 195.220.128.226)

Revenons à ce séjour de trois semaines, en 1979, ce fut donc surtout les archives, les archives, les archives et… l'ambassadeur ?

Mais avec des discussions intéressantes aussi. Je me souviens juste, mais là aussi je n'avais pas une conscience très claire, de la fête du 14 juillet et d'une réception dans une sorte de grand hangar où il y avait Mme Andrée Touré, la femme de Sékou Touré, et un orchestre. Une espèce de fierté d'avoir croisé Mme Touré. Ce qui est quand même assez paradoxal. En tout cas, Sékou Touré, non… je ne l'ai pas croisé.

Tu n'as pas rencontré alors d'autres universitaires…

Non, non, pas de contacts particuliers, sauf sûrement Yolande Joseph-Noël, historienne, pédagogue dévouée et épouse du ministre Louis Béhanzin. Je pense que j'étais même tenue à distance. J'imagine, enfin j'en suis sûre, qu'André Lewin avait dû œuvrer pour que je puisse avoir un visa pour me faire venir. Il s'était peut-être porté garant… de ce que je ferai. Enfin, je ne sais pas mais c'était vraiment un accueil officiel. J'ai gardé le contact avec André Lewin par la suite. Je suis allée lui apporter ma thèse notamment. Je me souviens, il était dans son bureau en France au Quai d'Orsay, parce qu'il avait vraiment facilité ou rendu mon séjour possible.

Il t'a parlé de cela ? Ta venue participait de son désir de retisser des liens ?

Oui. C'était présent. L'ouverture, le fait que les relations diplomatiques soient rouvertes depuis quatre ans, grâce à lui, devait aussi aller vers des échanges de type intellectuel. C'était quelque chose d'important pour lui, donc il l'avait facilité. Après, il n'est pas resté ambassadeur très longtemps, sa mission avait été de rétablir les relations. Donc il a eu un rôle fondamental en 1975 d'ouvrir des échanges non seulement politiques et économiques, mais aussi sur les plans culturel et intellectuel ; cela faisait partie de ses missions. C'est d'ailleurs grâce à la valise diplomatique que j'ai pu faire parvenir ma thèse en Guinée, en 1984, à la faculté d'histoire et d'autres bibliothèques.

Tu as évoqué une ville un peu vide. Est-ce que, du point de vue des conditions socio-économiques, tu observes aussi une différence avec le Sénégal et le Mali ? On dit souvent que la Guinée était exsangue à la mort de Sékou Touré. Est-ce que tu te souviens de cela, en termes de pénurie par exemple ?

Je me souviens surtout, puisque je parlais d'une ville vide, de cette grande autoroute où il n'y avait pas de voiture. Sékou Touré avait vraiment une posture

© Karthala | Téléchargé le 30/08/2023 sur www.cairn.info via Université Paris - Cité (IP: 195.220.128.226)

anti-ville ; il a réalisé très peu d'infrastructures urbaines. Il faut vraiment que ça soit étudié mais, pour l'instant, personne n'a travaillé sur ce thème. Il avait fait construire cette autoroute qui allait de l'extrémité de la vieille ville, du palais présidentiel, jusqu'à l'aéroport à Gbessia. C'était un axe principal. J'allais en voiture à l'Ifan et donc j'avais du mal à saisir cette différence de niveaux de vie, d'autant que je prenais les repas à la résidence. Ce qui est clair, c'est que la ville de Conakry était une ville à ras le sol. Il n'y avait pas de verticalisation. Mais Dakar n'était pas très verticalisé à l'époque non plus. Cela commençait. Les bâtiments hauts dataient de la période coloniale, des années 1950. Mais il y avait aussi l'IPGAN où je suis allée, cet institut polytechnique construit sous Sékou Touré et puis le Palais du Peuple et quelques autres bâtiments… Mais je ne pense pas que déambuler dans la ville était possible, ne serait-ce que parce qu'il n'y avait pas beaucoup de moyens de transport et que je n'avais pas d'autonomie. J'ai conscience aussi que la ville était relativement limitée en profondeur. C'est-à-dire que l'explosion urbaine, l'explosion démographique de Conakry, est vraiment postérieure à la mort de Sékou Touré. Les anciens quartiers dits « africains » dominaient, notamment Boulbinet. Le régime militaire en place actuellement, en 2022, continue à détruire pas mal de ces quartiers populaires. À l'époque, ils étaient majoritaires, un ensemble de petites maisons en rez-de-chaussée, dites « à la portugaise[8] » ou d'autres modèles qui caractérisaient le vieux centre de Conakry.

Comment circulais-tu pour te rendre à l'Ifan ?

L'ambassade avait organisé mon transport. Je n'ai pas l'impression d'avoir dû me débrouiller parce que justement tout était pris en charge. Il n'y avait pas de taxi… Non, c'est une expérience un peu lunaire d'un certain point de vue…

Quand y retournes-tu ensuite ?

J'y retourne en 1984. Et là, j'ai retrouvé mon carnet de notes. Sékou Touré est mort et enterré fin mars. Moi, j'y vais en juillet 1984, donc peu de temps après. Et ce que je note effectivement dans mon carnet, c'est ce changement énorme d'atmosphère. Donc je l'avais bien en tête. Là, je vois un pays où les gens ont envie de parler, de discuter ; ils me mettent en contact avec d'autres, font circuler les informations. Les Guinéens discutent manifestement beaucoup entre eux. Par exemple, des conversations dans les taxis collectifs, quand elles sont en français, permettent de savoir de quoi ils parlent mais sinon on sent que les gens

8. Maisons en rez-de-chaussée dans lesquelles on ne rentre pas directement : il y a une sorte de sas entre l'intérieur et l'extérieur.

© Karthala | Téléchargé le 30/08/2023 sur www.cairn.info via Université Paris - Cité (IP: 195.220.128.226)

dans leur propre langue discutent, que c'est animé… Enfin, c'est une atmosphère totalement différente. Bien sûr, on est dans l'expectative en ce qui concerne le régime à venir : les structures du PDG se sont effondrées superficiellement[9] ; les militaires ont pris le pouvoir mais que réserve l'avenir ? Impossible de le prévoir et on sent cette envie de changement et, en même temps, des inquiétudes. Les Français sont de retour aussi et ce serait un thème à analyser aujourd'hui : comment se sont négociées les relations avec l'ancienne métropole après 1984.

J'avais soutenu ma thèse de 3e cycle en 1981. J'étais dans un entre-deux pour la recherche ; je suis allée aux archives mais ce n'était pas ma préoccupation principale ; je venais surtout voir le pays et donc j'ai beaucoup circulé.

C'est la chute du régime de Sékou Touré qui a motivé ce voyage ?

Oui, pour voir comment c'était et pour profiter de cette ouverture… parce que c'est vrai que le premier séjour ne m'avait pas forcément donné envie d'y retourner et qu'il n'y avait pas alors de possibilité de voyager ; j'étais allée jusqu'à Kindia et vers Forécariah, mais pas plus loin. Et lors du deuxième séjour, j'ai fait plusieurs déplacements. Je suis allée jusqu'à Kankan, je suis allée à Labé et je me suis arrêtée à Timbi Madina où il y avait des coopérants français sympathiques. Donc, une atmosphère totalement différente. J'étais hébergée en partie chez un VSNA (volontaire du service national actif), dans une villa bien vide de bord de mer, dont j'appris plus tard qu'elle avait été prise à un Libanais, puis à l'archevêché qui louait des chambres.

Et là, tu circules en taxi…

Oui, on peut circuler, on peut marcher… Moi, je suis une grande marcheuse… Il y a une atmosphère différente…

Les gens te parlaient du changement de régime ?

Je n'ai pas noté de conversation directement politique. On est encore dans une période de transition… Les militaires ont pris le pouvoir début avril, on est encore dans un régime très marqué par Sékou Touré. Par exemple, une chose qui m'a

9. Sékou Touré est décédé le 26 mars 1984. Un coup d'État militaire a lieu le 3 avril suivant. Le Comité militaire de redressement national (CMRN) annonce la dissolution du PDG, et promet l'avènement d'un régime démocratique et des mesures d'ouverture économique. En dépit de ce discours de rupture et de l'arrestation des dignitaires du régime, le renouvellement du personnel politique et administratif reste mesuré.

© Karthala | Téléchargé le 30/08/2023 sur www.cairn.info via Université Paris - Cité (IP: 195.220.128.226)

marquée : prendre des photos… En 1979, je n'en parle même pas. C'est quelque chose d'extrêmement dangereux. Et ça reste compliqué en Guinée actuellement, sauf que maintenant on peut répondre aux gens, argumenter. Mais en 1984, dès que vous sortiez un appareil de photo pour prendre une maison ou quelque chose qui ne semble pas compromettant, les gens réagissent négativement, vous interpellent : « Vous n'avez pas le droit, je vais appeler la police… » Tout de suite, c'est vraiment ce climat de surveillance… Ce n'est pas vrai qu'en Guinée bien sûr. C'est lors d'un autre séjour, plus tard, que j'ai fait vraiment un parcours dans la ville, avec un Guinéen, pour prendre les photos de tous les bâtiments qui m'intéressaient.

Finalement, ton engouement pour la Guinée est venu assez progressivement, et surtout lors de ton deuxième séjour ?

En 1984, j'ai noté dans mon carnet quand j'arrive : « C'est gris, qu'est-ce que je fais dans cette galère ? » Et puis le lendemain, avec des rencontres, j'ai retrouvé ce plaisir de la découverte, de l'échange… Donc un autre rapport avec le pays s'instaure. Je suis allée jusqu'à Kankan, jusqu'à Mamou, dans plusieurs villes, toujours avec cette curiosité qui m'anime et des contacts variés à chaque fois. Mais bien sûr le régime n'a pas changé comme cela du jour au lendemain. Et il faut dire que, pour se documenter sur la Guinée à l'époque, on avait surtout les rapports d'Amnesty International ; tout ce qu'on appelle maintenant la littérature de douleur[10] n'existait pas encore ; il y avait quelques études, souvent anciennes ou militantes, mais la majorité sont postérieures à 1984. Donc on avait peu de moyens de s'informer qui ne soient pas en provenance du régime. Je viens de retrouver chez moi un livre de 1968, d'Alpha Diawara sur la Guinée, très pro-Sékou[11]. Je ne vois pas très bien comment le situer dans le régime. Je ne crois pas que je connaissais à l'époque le livre de Sylvain Camara, *La Guinée sans la France*[12], qui en fait habitait à Strasbourg ; je l'ai rencontré à mon retour. Donc, à part Amnesty International, on avait peu de moyens de se documenter…

Tu avais connaissance de ces rapports d'Amnesty ?

Oui, mais là, toujours avec une petite distance. Et avec la conscience qu'il s'était passé quelque chose lors de la mort de Sékou Touré. C'était évident mais

10. Expression forgée par le journaliste Salif Keïta, après 1984, pour désigner les livres écrits par d'anciens prisonniers politiques ou proches de disparus afin de témoigner des violences subies sous Sékou Touré. La plupart de ces ouvrages sont parus après 1984 et de nouveaux sont encore publiés aujourd'hui.
11. A. Diawara, *Guinée. La marche du peuple : 29 septembre 1898-29 septembre 1958-29 septembre 1968*, Dakar, Éditions Cerda, 1968.
12. S. Camara, *La Guinée sans la France*, Paris, Presses de la FNSP, 1976.

© Karthala | Téléchargé le 30/08/2023 sur www.cairn.info via Université Paris - Cité (IP: 195.220.128.226)

on n'avait pas encore tous les moyens de savoir. Je note aussi que je suis allée voir les Ballets africains au Palais du Peuple. J'étais toujours avide de tout ce qu'il était possible de faire.

À partir de quel moment prends-tu conscience de la trajectoire postcoloniale particulière de ce pays ? Par tes rencontres ? Même si tu dis avoir déjà conscience d'un certain nombre de choses et même si ce n'est pas ton objet d'étude puisque tu travailles sur la ville à l'époque coloniale ? À quel moment se fait le déclic ?

Le déclic est déjà là dans le sens où il y a une atmosphère différente. Donc, il y avait bien quelque chose de fondamental qui caractérisait ce pays. Mais il y avait aussi l'héritage de la dictature. Il y avait un manque d'informations, qui s'est perpétué de longues années. Certains collègues s'en plaignaient alors : « pas de librairie, pas de journaux, pas de revues scientifiques. Il n'y a qu'*Horoya*[13] à lire », m'écrivait l'un d'entre eux en 1985. Cet héritage se sentait aussi dans une certaine réticence des collègues au partage ou au dialogue. Je pense que c'est parce qu'en Guinée ils ont été marqués, et ils le restent, par cette mentalité de surveillance réciproque, de rivalités entre eux aussi. C'est quelque chose qui m'avait frappée puisque, lors des premières réunions avec les collègues du département d'histoire de l'IPGAN devenu université de Conakry, on voyait bien qu'ils avaient des thèses et des études faites dans des universités et des milieux très différents, entre la Yougoslavie, la France pour les nouveaux après 1984 ou plus tard aux États-Unis, mais que leurs thèses n'étaient pas forcément connues des autres. Au point que certains se demandaient si les thèses avaient vraiment été soutenues. Sans oublier ceux qui n'avaient pas pu faire de thèse. Et ils étaient certes polis, courtois, etc., mais tu voyais bien que cette rivalité, liée notamment à des diplômes différents et à une compétition professionnelle, rendait très difficile les relations entre eux et les avancements de grade. Certains d'entre eux n'ont pas vu leur diplôme de doctorat reconnu pour l'avancement de leur carrière, ce qui a été frustrant pour eux. Ils constataient que les critères retenus n'étaient pas forcément la compétence et c'était très décourageant pour eux.

Un collègue avec lequel j'ai beaucoup échangé, c'était Facinet Béavogui, historien guinéen qui malheureusement est décédé en 1999 ; j'ai conservé des échanges de courrier de 1984 à sa mort. Désabusé par l'inertie des réformes universitaires et l'absence de reconnaissance concrète de son diplôme, il s'engage en politique, pour changer le pays réellement, aux côtés d'Alpha Condé mais il s'exile en Côte d'Ivoire au moment où celui-ci est mis en prison en 1998, et il y meurt l'année suivante. Dans ses lettres, je retrouve ce plaisir de l'échange avec

13. Journal officiel et seul autorisé de la Guinée. Une parution sous la forme d'un magazine, *Horoya Hebdo*, existait également.

© Karthala | Téléchargé le 30/08/2023 sur www.cairn.info via Université Paris - Cité (IP: 195.220.128.226)

d'autres chercheurs. Il me le redit : il était dans une sorte de léthargie liée à la difficulté de faire de la recherche dans la Guinée de Sékou Touré et j'ai contribué à l'encourager, notamment en envoyant des articles, en l'aidant, lui et les autres, à publier, en les invitant à des colloques ou en discutant sur des points précis. À l'époque, il n'y avait pas Internet bien sûr pour transmettre des documents, on passait par la poste ou, plus sûrement, par des collègues qui voyageaient. On les aidait pour qu'ils aient des bourses ensuite. J'ai joué un rôle actif, avec Catherine Coquery-Vidrovitch bien sûr à Paris 7, pour que les premiers Guinéens puissent venir en France faire une thèse[14].

D'autant que la donne a complètement changé en 1984 avec la mort de Sékou Touré pour toute cette génération et que redéfinir leur position dans un contexte changeant, où l'accès à la fonction publique n'était plus garanti, n'a pas dû être évident.

Absolument. Après 1984, je suis retournée en 1987 dans le cadre de ma thèse d'État où je comparais Conakry et Freetown[15], séjour bref parce que ma fille avait un an et que je l'ai laissée en France. J'avais alors totalement compris ce qu'avait été ce régime mais je n'étais pas, dans ma recherche, directement confrontée à ses impacts mémoriels puisque je travaillais sur le passé colonial. J'ai eu d'autres contacts alors, même si en 1984 déjà j'avais été en relation avec diverses institutions, comme le Centre d'études et de documentation universitaire scientifique et technique (Cedust), qui avait une bibliothèque, à côté d'ailleurs de la bibliothèque libyenne, sur le boulevard qui passe devant la cathédrale et mène au port. C'était déjà un centre de documentation sous Sékou Touré et j'ai rencontré en 1984 – mais je n'ai pas noté d'informations plus précises – Sidiki Kobélé Keïta, avec lequel j'ai discuté. Militant et historien, il a publié par la suite de nombreux ouvrages pour défendre Sékou Touré et son régime[16]. Comme j'étais intéressée par l'histoire urbaine, on m'a indiqué Émile Tompapa[17], avec qui j'ai fait une déambulation dans la ville, munie d'une autorisation. Il m'a aussi invitée à une émission historique radiophonique. J'ai rencontré plusieurs ministres et fait des conférences sur l'histoire de la Guinée à ce moment-là. Mais pour revenir à ta question, le fait de devoir faire des séjours très limités et très

14. Comme cela a été mentionné précédemment, les relations diplomatiques entre la France et la Guinée reprennent en 1975 mais les échanges universitaires sont postérieurs à la mort de Sékou Touré en 1984.
15. O. Goerg, *Pouvoir colonial, municipalités et espaces urbains. Conakry-Freetown des années 1880 à 1914*, Paris, L'Harmattan, 1997.
16. Sidiki Kobélé Keïta, décédé en 2021, est un historien guinéen. Il a aussi été directeur des Archives nationales.
17. Journaliste (1932-2005), il a travaillé pour la *Voix de la Révolution* et restait actif dans le domaine de la radio et de la culture. Circuler et prendre des photos dans Conakry avec lui était donc une garantie.

© Karthala | Téléchargé le 30/08/2023 sur www.cairn.info via Université Paris - Cité (IP: 195.220.128.226)

concentrés sur ce qu'on doit faire, cela fait aussi que tu n'as pas toujours le temps pour une ouverture plus large, même si pour moi les contacts étaient toujours importants. Et je vois bien à la fois l'atmosphère qui change et, à l'inverse, les pesanteurs antérieures qui persistent.

J'aimerais préciser cette question. De manière générale, la notion de terrain, quoique discutée, est plus centrale pour un anthropologue ou un politiste que pour un historien. Mais les études africaines ont un caractère pluridisciplinaire marqué, où l'histoire entre en dialogue constant avec la sociologie et l'anthropologie. La recherche historique implique aussi, bien évidemment, d'identifier et de consulter des sources africaines, qu'il s'agisse d'archives publiques, privées ou encore d'enquêtes orales. Je voudrais savoir comment cette question a pu évoluer au cours de ta carrière, et si tu avais été formée ou du moins sensibilisée à cela, à l'ENS puis en maîtrise et en doctorat ?

Le terme de « terrain » me gêne un peu, peut-être parce que je ne suis pas anthropologue justement et que ma démarche initiale était basée sur les documents écrits, archives et études. Je sais bien qu'on l'utilise aussi de manière plus large : on peut faire du terrain en France. Mais c'est peut-être surtout lié à l'approche que j'ai eue. Comme ma thèse de 3e cycle portait sur la Guinée dans son ensemble, lorsque j'ai choisi ce sujet juste après l'agrégation en 1977, les relations diplomatiques avec la France venaient de s'ouvrir deux ans auparavant, l'idée n'était pas forcément de se précipiter en Guinée, ce qui n'était pas possible d'ailleurs. Je crois que c'est aussi parce que j'ai eu cette approche globale, de travailler sur l'entièreté de la Guinée, que je ne me suis même pas posé la question, qui est fondamentale maintenant, de l'apprentissage d'une langue. Parce qu'il n'y a pas de langue unique ; il faudrait donc être polyglotte. Quand on travaille de manière plus globale, c'est plus compliqué. Il faudrait apprendre au moins le soussou, le pular, le maninka…

À moins de faire de l'histoire régionale.

Tout à fait. Du coup, je n'ai pas forcément abordé cette histoire sous l'angle d'enquêtes orales. D'autant, je le répète, que lorsque je démarre sur l'histoire de la Guinée, faire des enquêtes, c'est quelque chose qui n'était pas facile concrètement. Donc je n'ai pas eu de formation de ce point de vue-là.

C'est clair que maintenant je ferais autrement le type d'histoire urbaine que j'ai fait, après, pour ma thèse d'État. Je poserais d'autres questions, de même que pour mon étude sur le commerce. Mais je pense aussi qu'à l'époque, dans

© Karthala | Téléchargé le 30/08/2023 sur www.cairn.info via Université Paris - Cité (IP: 195.220.128.226)

Photo 1. Odile avec un collègue guinéen devant la gare de Conakry (1989, photographe inconnu)

les années 1970-1980, l'histoire de l'Afrique avait encore besoin d'asseoir des bases institutionnelles, d'analyser les politiques concrètes et que c'est sur ces bases qu'ensuite d'autres chercheurs ont pu faire des études sous des angles divers.

Il y avait une nécessité de poser les cadres.

Il ne faut pas faire d'anachronisme non plus. Il est sûr cependant que je ne procéderais pas de la même manière. Au fil des années, j'ai cumulé l'évolution des méthodes et des sources globalement en histoire, l'avancement en histoire de l'Afrique, avec des ouvertures qui n'existaient pas alors, comme l'accès à de nombreux documents numériques, et les changements de sujet quand j'ai commencé à travailler sur les loisirs[18]. Pour ce thème, les enquêtes s'imposaient : il était alors évident pour moi de discuter avec les gens et de leur poser des questions. Et les gens étaient ouverts, réceptifs, car ce sujet leur semblait moins politique, moins dangereux.

18. Voir entre autres O. Goerg (dir.), *Fêtes urbaines en Afrique. Espaces, identités et pouvoirs*, Paris, Karthala, 1999 ; L. Fourchard, O. Goerg et M. Gomez-Perez (dir.), *Lieux de sociabilité urbaine en Afrique*, Paris, L'Harmattan, 2009.

© Karthala | Téléchargé le 30/08/2023 sur www.cairn.info via Université Paris - Cité (IP: 195.220.128.226)

Pendant toute la première période, tu t'es donc essentiellement appuyée sur des archives écrites, cartographiques ou iconographiques. Est-ce que la question d'apprendre une langue, ne serait-ce que pour le plaisir, l'intérêt, aux Langues O', ne t'a pas traversée à un moment ?

Si, si. J'avais commencé quand j'étais au début de la thèse à étudier le bambara à l'Inalco (Institut national des langues et civilisations orientales). À l'époque, je ne savais pas précisément ce que j'allais en faire, enfin je ne sais plus pourquoi j'avais choisi le bambara, peut-être parce que c'était une des langues d'Afrique de l'Ouest enseignée à l'Inalco. Je n'ai pas poursuivi cela très longtemps parce que je ne savais pas comment j'allais l'utiliser. Mais je me souviens d'avoir été très intéressée par l'approche intellectuelle d'une langue étrangère, non européenne, qui fonctionne selon des cadres mentaux différents. En l'occurrence, le rapport au temps dans le langage n'était pas le même. Je trouvais cela intéressant de voir comment une langue fonctionne.

Dans une relation aussi longue avec la Guinée, il y a des moments différents, et des fluctuations liées aux inflexions thématiques de ton travail. Tu as déjà parlé du début, et du contraste entre tes deux premiers séjours. Est-ce que, par la suite, tu pourrais identifier des moments de plus ou moins grande proximité avec cet espace guinéen, sachant que tu t'intéresses également à l'histoire coloniale d'autres pays ouest-africains ? Est-ce que les événements politiques jouent un rôle à cet égard ?

En 1984, c'est clair, il y a le plaisir de l'ouverture du pays, de la découverte des gens. Mais après, Lansana Conté s'installe et ça dure longtemps. J'ai d'ailleurs écrit dans *Le Monde diplomatique* « Fin de règne sans fin en Guinée » en 2006[19]. En 2002, j'avais publié un article sur « L'électricité, le pouvoir et le football en Guinée[20] » pour relater mon vécu à Conakry lors de la coupe du Monde 2002, mais en général je ne traitais pas du contemporain, ni même de la période de Sékou Touré.

Je ne suis pas allée en Guinée dans les années 1990, pour des raisons personnelles notamment, mais tous les ans pratiquement au début des années 2000[21], dans un contexte où la situation politique s'ouvrait, où les choses étaient plus détendues. Il faut que je rappelle aussi l'amitié avec Nadine Barry[22], rencontrée à

19. O. Goerg, « Fin de règne sans fin en Guinée », *Le Monde diplomatique*, avril 2006.
20. O. Goerg, « L'électricité, le pouvoir et le football en Guinée (Coupe du monde 2002) », *Politique africaine*, n° 88, 2002, p. 168-173.
21. Des séjours, plus ou moins longs, en Guinée en 1979, 1984, 1987, 1989, 2001, 2002, 2003, 2005, 2008, 2012, 2015, 2020 et 2022.
22. Connue en Guinée pour ses combats en tant que femme de disparu, Nadine Barry raconte son histoire dans plusieurs livres, dont N. Bari, *Grain de sable. Les combats d'une femme de disparu*, Paris, Le

© Karthala | Téléchargé le 30/08/2023 sur www.cairn.info via Université Paris - Cité (IP: 195.220.128.226)

la fin des années 1980 à Strasbourg et qui s'était installée en Guinée à sa retraite. J'avais plaisir à la revoir et à loger chez elle, à Kipé (Conakry), qui était un lieu de rencontres amicales, de circulations. Il y a des collègues historiens comme Ismaël Barry que j'ai vu chaque fois que j'y suis allée. Il y avait aussi le sociologue Bella Baldé, syndicaliste, que j'ai rencontré à plusieurs reprises lors de mes séjours, mais décédé tôt malheureusement.

Après, c'est suivant les opportunités… Par exemple, en 2015, j'ai été invitée à un festival autour du cinéma. Bien sûr, là, c'était important pour moi et puis, en 2020, avec Safiatou Diallo[23] qui m'a invitée dans le cadre du Centre international de recherche et de documentation (CIRD), qu'elle avait créé, et où je m'implique depuis. Là, je retrouve le plaisir de rencontrer des gens, de diverses générations. Je suis aussi allée plusieurs fois dans le cadre de la formation de master que la France avait financée sous l'égide de l'université de Toulouse. Sophie Dulucq[24], responsable du volet « histoire », m'avait demandé de faire des cours, notamment en 2008. Les étudiants ont eu l'air intéressés mais j'ai ressenti une certaine frustration de ne pas savoir comment les graines ainsi semées ont pu pousser par la suite, comment cela se traduit concrètement dans la durée…

Je sais que la situation des enseignants en Guinée est compliquée et je pense vraiment que ce qu'on a appelé le « complot des enseignants » en 1961 a cassé quelque chose. Cet événement a dégradé la condition d'enseignant et a détruit le rapport de confiance entre les professeurs dont on se méfiait, et les étudiants qui devaient les dénoncer et surveiller ce qu'ils disaient. C'est dit clairement par Sékou Touré ; et puis ensuite, après 1984, il y a la difficulté des conditions matérielles, les salaires qui sont bas… J'en suis très consciente. Je considère qu'une génération d'historiens dans les années 1990 a produit des thèses très intéressantes sur la Guinée à l'époque coloniale, comme Ismaël Barry[25], Facinet Béavogui[26] ou Mamadou Dian Chérif Diallo[27], et bien sûr, avant eux, Djibril

centurion, 1983. L'auteure Nadine Barry signe ses livres sous le nom de Nadine Bari.

23. Autrice d'une thèse soutenue sous la direction d'Odile Goerg : S. Diallo, *Infrastructures sanitaires et formations médicales en Guinée, de la colonisation à l'an 2000*, Thèse de doctorat, Paris, Université de Paris, 2020 (publiée chez L'Harmattan : *Politiques de santé en Guinée. De la colonisation au début du XXIe siècle*, 2021, prix Paul Bourdarie de l'Académie des sciences d'outre-mer, 2022).

24. Professeure d'histoire à l'université Toulouse-Jean Jaurès. HDR soutenue en 2005, publiée chez Karthala en 2009, S. Dulucq, *Écrire l'histoire de l'Afrique à l'époque coloniale*.

25. Auteur d'une thèse soutenue sous la direction de Catherine Coquery-Vidrovitch : I. Barry, *Le Fuuta-Jaloo face à la colonisation (conquête et mise en place de l'administration en Guinée)*, Thèse de doctorat, Paris, Université Paris 7, 1992. Publiée chez L'Harmattan en 1997 : *Le Fuuta-Jaloo face à la colonisation*, 2 vol.

26. Auteur d'une thèse soutenue sous la direction de Catherine Coquery-Vidrovitch : F. Béavogui, *Contribution à l'histoire des Loma de la Guinée forestière, de la fin du XIXe siècle à 1945*, Thèse de doctorat, Paris, Université Paris 7, 1991. Publiée chez L'Harmattan en 2001 : *Les Toma (Guinée et Libéria) au temps des négriers et de la colonisation française (XVIe-XXe siècles)*.

27. Auteur d'une thèse soutenue sous la direction de Catherine Coquery-Vidrovitch : M. D. Chérif Diallo, *Histoire de la répression pénitentiaire en Guinée française de 1900 à 1958*, Thèse de doctorat, Paris, Université Paris 7, 1998. Publiée chez L'Harmattan en 2005 : *Répression et enfermement en Guinée. Le pénitencier de Fotoba et la prison centrale de Conakry de 1900 à 1958*.

© Karthala | Téléchargé le 30/08/2023 sur www.cairn.info via Université Paris - Cité (IP: 195.220.128.226)

Tamsir Niane[28] sur l'histoire du Mandé, avec tout un volet de son travail consacré également à la rédaction de manuels. On peut citer aussi Maladho Siddy Baldé[29] ou Gilbert Iffono, qui a fait sa thèse plus tard, en 2010, et est toujours actif[30]. Malgré les difficultés, certains chercheurs sont aussi parvenus à créer des liens internationaux, à les développer, et à obtenir des financements, à faire connaître leurs publications. Je pense aux Guinéens qui ont développé des recherches avec les États-Unis sur tout ce qui concerne l'esclavage, et notamment les forts du Rio Pongo… Mais quand je constate les conditions générales dans lesquelles ont été formées les nouvelles générations, je ressens une espèce de frustration mais aussi de tristesse. Et je constate aussi à regret que l'histoire de la Guinée est beaucoup faite à l'extérieur, par des Guinéens à l'étranger, par des Européens ou par des Américains[31].

J'ai continué à aller en Guinée parce que je voulais approfondir certains aspects, voir des archives, et notamment en 2005, je commençais à travailler de manière plus précise sur le cinéma et j'ai eu la chance de voir des archives de la série W, qui traitent de la post-indépendance, qui étaient ouvertes et que j'ai pu consulter. Cependant, lorsque j'ai eu un dernier congé de recherches, un CRCT (congés pour recherches ou conversions thématiques) en 2017, je ne suis pas allée en Guinée mais en Côte d'Ivoire, que je connaissais à peine. Bien sûr, j'avais des motivations précises en ce qui concerne l'histoire du cinéma sur laquelle je travaillais[32] mais je voulais aussi échapper à certaines pesanteurs de la Guinée, relationnelles et matérielles. Et là, j'ai retrouvé le plaisir de la découverte, des rencontres, des déplacements en bus, avec tous les hauts et les bas que cela implique.

Mon dernier séjour à Conakry date de mars 2022, où je suis partie avec Gabrielle Chomentowski[33] qui a ainsi découvert la Guinée, autour de notre intérêt commun pour le cinéma en Afrique. On a pu consulter beaucoup de dossiers aux archives et faire des entretiens avec la génération ancienne, celle qui disparaît…

28. Djibril Tamsir Niane (1932-2021), historien et écrivain guinéen, spécialiste de l'histoire du Mandé.
29. Professeur d'histoire à l'université de Sonfonia, Conakry. Ses recherches portent sur les royaumes théocratiques face à la colonisation et sur la traite atlantique le long des côtes guinéennes.
30. Auteur d'une thèse sous la direction d'Elikia M'Bokolo. A. G. Iffono, *Histoire des Kissia de la République de Guinée : de la conquête coloniale à la fin de la seconde guerre mondiale*, Thèse de doctorat, Paris, EHESS, 2010. Enseignant au département d'histoire, il a également occupé des postes politiques.
31. Parmi les chercheurs américains, on peut mentionner Michael McGovern, Emily Lynn Osborn, Elisabeth Schmidt, Jay Straker ou John Straussberger.
32. O. Goerg, *Fantômas sous les tropiques. Aller au cinéma en Afrique coloniale*, Paris, Vendémiaire, 2015.
33. Historienne, chargée de recherches CNRS, Centre d'histoire sociale. Historienne de l'URSS, elle s'est intéressée à la formation de cinéastes africains, à Moscou notamment, et à leur carrière de retour dans leur pays, dont la Guinée.

© Karthala | Téléchargé le 30/08/2023 sur www.cairn.info via Université Paris - Cité (IP: 195.220.128.226)

Pourquoi t'être tenue à l'écart de l'histoire postcoloniale de ce pays ? Relativement bien sûr puisque tu as écrit des articles sur la situation contemporaine[34] ; nous avons aussi réfléchi ensemble, avec Abdoulaye Diallo[35] et d'autres collègues, à la mémoire du NON de 1958…

Ce sont mes doctorants – ceux qui travaillaient sur le régime de Sékou Touré – et puis l'intérêt pour le cinéma qui m'ont ouverte et amenée à l'après-indépendance. J'avais effectivement conscience de la difficulté à appréhender cette période… Ce n'est pas qu'une impression : en Guinée, en tant que chercheur, tu es assigné à être pour ou contre Sékou Touré. Il est difficile d'imaginer une étude historique qui soit méthodologiquement distanciée et analyse le régime en tant que tel. Les étrangers ont parfois une marge de manœuvre plus grande par rapport à cela. Et ça, ça bloque tout. J'ai hésité à m'y engager en me disant que je ne maîtriserais pas cette complexité, tout en lisant beaucoup et en étant intéressée. C'est peut-être une lâcheté…

Quand tu dis que tu ne maîtriserais pas cette complexité, est-ce du point de vue de l'analyse ou des impacts sociaux de la recherche ? C'est-à-dire la difficulté à diffuser cette recherche en Guinée ?

Ce sont les deux niveaux. Parce que pour maîtriser la complexité, cela aurait supposé des séjours longs, que je ne pouvais plus faire pour des raisons professionnelles ou familiales. Donc pour faire de l'histoire d'après 1958, il aurait fallu refaire des séjours de recherches. Or il y a aussi un temps pour tout et les contraintes de l'enseignement sont fortes. Je n'enseigne pas l'histoire de la Guinée dans le cadre du poste à Paris 7 où j'ai été élue en 2001… Il faut en être conscient. J'étais responsable de l'Afrique occidentale et centrale et donc, pour moi, il était tout aussi important de lire sur d'autres pays. Par exemple, la recherche sur le cinéma et les livres que j'ai écrits sur cet objet ne sont pas centrés du tout sur la Guinée. Il fallait faire des choix. En même temps, plus le temps passe et plus les recherches portent sur des périodes récentes. Les historiens s'intéressent beaucoup maintenant aux années 1970-1980, voire après, ce qui n'était bien sûr pas le cas quand j'ai commencé mes études, où c'était le contemporain.

34. Ou des articles qui viennent éclairer le présent, comme la mise en perspective historique de la quadripartition dans O. Goerg, « Couper la Guinée en quatre ou comment la colonisation a imaginé l'Afrique », *Vingtième siècle*, n° 111, 2011, p. 73-88.
35. A. Diallo, *Acteurs et actrices du système éducatif guinéen sous Sékou Touré : enjeux politiques et implications sociales (1957-1984)*, Thèse de doctorat, Paris, Université Paris 7, 2008. Il dirige actuellement L'Harmattan Sénégal.

© Karthala | Téléchargé le 30/08/2023 sur www.cairn.info via Université Paris - Cité (IP: 195.220.128.226)

Au-delà de cela, avais-tu la crainte, un peu diffuse, de la réception de ces travaux ? Étant donné le caractère très polémique de cette histoire ?

Je ne crois pas que ça ait beaucoup joué parce que, justement, l'objectif aurait été de montrer qu'on peut, en tant qu'historienne, faire une histoire où l'idée n'est pas d'être pour ou contre le régime de Sékou Touré… Tu l'as bien fait dans ta thèse sur le nationalisme guinéen[36]. Il s'agit de montrer comment un système fonctionne, quelle est sa logique interne, quelles en sont les conséquences…

Il ne s'agit pas de cautionner, voire de justifier, les nombreux morts ou exilés que ce régime a entraînés. C'est une évidence. On ne va pas non plus aller du côté de Kobélé Keïta qui justifie le camp Boiro et la répression par l'attitude de la France[37], etc., mais on peut comprendre le mécanisme, le sentiment d'encerclement, la paranoïa de Sékou Touré. On peut aussi, et là l'expérience de la direction de thèse de Safiatou Diallo a été intéressante, montrer que le régime n'est pas constamment sur la défensive ou orienté vers la répression et qu'il y a d'autres aspects, culturels, sociaux, à analyser sous d'autres angles. Ceci dit, quand je propose à Safiatou Diallo un sujet sur la santé, je n'en mesure pas les conséquences… Son travail m'a fait prendre conscience du fait que même la santé ne pouvait pas être analysée sans cette sorte de positionnement « pour ou contre ». Bien évidemment, je sais que tout est politique, que la santé est politique mais quand même, il y a certains éléments à décrypter en tant que tels… Quand elle m'a dit que beaucoup de gens ont refusé de lui répondre, je ne m'y attendais pas. Surtout des gens qui avaient des responsabilités, d'anciens ministres qui lui ont fermé la porte au nez… Et elle fait ses enquêtes dans les années 2010, longtemps après la fin du régime de Sékou Touré. On prend vraiment conscience que la recherche en Guinée reste marquée localement par cette assignation et la peur de dire quelque chose qui pourrait vous porter préjudice, à vous ou à votre famille… Ceci renvoie bien sûr à la situation politique en Guinée, en continuité et en héritage avec Sékou Touré, en tout cas sans qu'une réflexion poussée n'ait été menée par les universitaires ou par les autorités politiques sur le régime de la Ire République, par exemple avec une commission de type Vérité et réconciliation, amorcée plusieurs fois, que ce soit sous Lansana Conté, confiée à Nabi Youla, premier ambassadeur de Sékou Touré en France (1918-2014), ou récemment encore en mars 2022.

36. C. Pauthier, *L'indépendance ambiguë : construction nationale, anticolonialisme et pluralisme culturel en Guinée (1945-2010)*, Thèse de doctorat sous la direction d'O. Goerg, Paris, Université Paris 7, 2014.
37. S. Kobélé Keïta, *La Guinée de Sékou Touré. Pourquoi la prison du Camp Boiro ?*, Paris, L'Harmattan, 2014.

© Karthala | Téléchargé le 30/08/2023 sur www.cairn.info via Université Paris - Cité (IP: 195.220.128.226)

J'aimerais enfin aborder un discours, fréquent en Guinée, sur les archives, leur destruction, leur fragmentation. En as-tu fait l'expérience ? Et que penses-tu de ce discours et de ce qu'il vient dire de l'histoire de ce pays ?

Le discours courant est que les Français sont partis avec tout, les ampoules, les dossiers, les meubles, etc. Ce qui doit être nuancé selon les services, les documents ou les lieux. Cela a été vrai dans certains cas. Pour les archives, c'est vrai que c'est quelque chose qu'on entend constamment, cette idée qu'il n'y a pas d'archives en Guinée. Je l'ai même entendu à l'université à Conakry, ou encore à un colloque à Montréal : un étudiant ivoirien qui était allé en Guinée faire un travail de recherches et qui répétait qu'on lui avait dit que les Français avaient pris toutes les archives, étaient partis en bateau et les avaient jetées dans la mer. On le dit enfin des tomes de Sékou Touré qui, en fait, se trouvent à la Bibliothèque nationale reconstituée récemment. C'est vraiment un mythe, mais un mythe qui sert à quelque chose. Donc, pour moi, cela fait partie de toute cette ambiance de rumeurs, de complots qui caractérise la Guinée.

Le secret, également.

Le secret, oui. Sauf que, au final, c'est aussi un discours qui fait qu'on se détourne d'un travail de recherches sur archives au profit de sources comme la littérature grise produite plus récemment. De fait, le département d'histoire a une licence de relations internationales où les étudiants travaillent à partir de rapports officiels ou parapublics. Bien sûr, il faut répéter qu'aller aux archives est désormais compliqué puisque l'université des Lettres a été délocalisée à Sonfonia[38], c'est-à-dire à quelque 30 km des archives qui sont dans le vieux centre. Donc les transports sont longs et chers pour les étudiants. Or il y a quand même beaucoup de sources locales, à Conakry mais aussi à l'intérieur, dans les préfectures notamment. Il ne faut pas oublier les archives des ministères, des ONG, les archives personnelles et les enquêtes orales bien évidemment. Si on creuse un peu, les privés ont beaucoup d'archives, ce qui renvoie aussi au rapport à ce que c'est que l'archive, en tant que document public qui est du ressort de l'État, mais que l'on s'autorise à prendre dans une administration pour l'emmener chez soi. On sait qu'en 1984 et après, beaucoup d'archives ont été prises par des privés avec aussi, au départ, l'idée de les sauver de la destruction. Donc c'est un rapport ambigu alors qu'il y a vraiment de quoi faire une histoire localement.

38. En 2005, l'université G. A. Nasser (ex-IPGAN) est scindée ; les sciences humaines, juridiques et économiques forment une nouvelle université dont les locaux sont implantés à Sonfonia, en grande banlieue de Conakry.

© Karthala | Téléchargé le 30/08/2023 sur www.cairn.info via Université Paris - Cité (IP: 195.220.128.226)

Je voudrais revenir sur quelque chose qui a trait au voyage, mais que nous n'avons pas développé, qui est ton intérêt pour l'artisanat, les objets de quotidien. J'aurais aimé que tu nous donnes quelques exemples de ces objets ou de ces observations que tu as pu faire.

J'ai toujours aimé voir ce que les gens font comme objets, comment ils les produisent, avec quels matériaux, et comment cela change selon les régions et au fil des années. Cela m'a toujours intéressée, avec une idée naïve au départ que ces objets artisanaux seraient toujours là. Alors que non, bien évidemment. Mon intérêt pour l'artisanat renvoie aussi au fait que je ne me sentais pas compétente pour acheter des objets dits d'art, des masques, des statuettes… C'est-à-dire savoir juger de la qualité et ne pas rentrer dans le piège des prix très élevés pour les étrangers et de la copie bas de gamme. Je me suis fait avoir une ou deux fois. Donc je me suis concentrée sur des objets du quotidien, surtout de la vannerie ou de la poterie. J'ai une anecdote concernant Kankan. Là, au marché central, il y a toute une zone pour les potières, qui vendent des récipients que les gens utilisent au quotidien. Mais quand j'y étais allée en 1984, j'avais acheté des petites poupées comme des figurines et elles me disaient que les enfants jouaient avec. C'était de petites poupées, très stylisées, d'une dizaine de centimètres de haut, avec des boucles d'oreilles. Quand j'y suis retournée en 2020, je suis allée voir les potières et je leur ai demandé si elles en avaient ; elles m'ont dit que non, que les imams leur interdisaient. Est-ce qu'il faut extrapoler, je n'en sais rien, mais en tout cas il n'y avait plus de figurines. Donc ce n'est pas seulement le savoir-faire qui est intéressant mais aussi ce qu'on en fait. J'étais intéressée par la poterie, la vannerie, pour voir comment, d'une région à l'autre, ça change, la forme des vans, les matériaux qu'on utilise, les couleurs… Je me souviens que j'avais rapporté à ma fille une marmite miniature en métal recyclé à partir de canettes de soda qu'on fait fondre et qu'on forge. Ce sont ces techniques, l'inventivité… qui m'intéressent. Ces savoir-faire, dont les techniques disparaissent rapidement ou se transforment, se modifient mais il y en a aussi qui disparaissent.

As-tu fait le même constat à propos de la ville de Conakry ?

Quand j'ai fait mon étude urbaine, l'architecture m'intéressait d'emblée. Dans les années 1980, j'ai collaboré avec une équipe d'architectes français qui rénovaient les vieux bâtiments coloniaux, notamment l'hôtel des douanes, et qui avaient besoin d'informations historiques pour travailler[39]. Cette collaboration entre architecture et histoire était passionnante. Mais par la suite, j'ai eu des regrets car je ne m'étais pas intéressée à certains lieux ou bâtiments. Ainsi,

39. Équipe de J. Duminy à Rouen, Expertise de réhabilitation et restructuration de Conakry I, 1985-1986.

© Karthala | Téléchargé le 30/08/2023 sur www.cairn.info via Université Paris - Cité (IP: 195.220.128.226)

pendant mes premiers séjours, je n'ai pas photographié les vieux cinémas alors qu'ils étaient en train de disparaître, ou je n'ai pas assisté à des séances sur place. Parce que ce n'était pas un objet particulier pour moi à l'époque. Ça n'avait rien de spécifique à l'Afrique… Quand j'ai fait cette déambulation dans Conakry avec Émile Tompapa au milieu des années 1980, les cinémas n'étaient pas inclus. Pour lui aussi, s'arrêter devant un cinéma, ça ne représentait aucun intérêt. J'y suis attentive depuis les années 2000 au moins mais une bonne partie de ce patrimoine a disparu ou a été défigurée. J'ai une belle photo du Vox transformé en entrepôt. De même pour l'habitat sierra-léonais dont j'ai pris conscience après coup, qui avait une particularité dans le quartier de Boulbinet, près de l'église anglicane construite à la fin du XIXe siècle : on ne rentre pas directement dans la cour ou la maison, il y a une espèce de sas entre l'intérieur et l'extérieur ; c'est un peu par hasard que j'ai pris conscience de cela dans les années 1990 quand j'ai enquêté auprès de cette communauté, dans le contexte de la guerre civile et de l'afflux de réfugiés de Sierra Leone. Et là aussi, cela disparaît, avec les vieilles maisons en général. Il y a encore un peu de ce type de patrimoine et je me demande si cela va disparaître et comment cela va être préservé ou non, partiellement, car il n'y a pas vraiment de souci de la mémoire historique et de la conservation du passé. Les changements en cours dans l'ancien centre

Photo 2. La verticalisation à Almamya, Conakry
(© Odile Goerg, 2022)

© Karthala | Téléchargé le 30/08/2023 sur www.cairn.info via Université Paris - Cité (IP: 195.220.128.226)

de Conakry le montrent. Ces maisons anciennes sont en rez-de-chaussée or, avec la pression foncière, la ville se verticalise rapidement ; on a déjà détruit d'anciennes villas coloniales, la cité du chemin de fer par exemple, ou de l'habitat populaire. La pression s'accentue…

Pour terminer, je voudrais revenir sur l'une des dernières manifestations scientifiques que tu as organisée en tant que professeure des universités à Paris 7, et qui portait sur les « nœuds de l'histoire ». Pour toi, quels seraient les nœuds de l'histoire auxquels tu as été confrontée ou s'il y a des nœuds dans ton histoire de recherche, quels seraient-ils ? T'ont-ils servi d'appui ou, au contraire, ne sont-ils pas passés ?

En posant cette question, je pense que tu pointes vraiment le fait que ce thème, les « nœuds de l'histoire », est l'aboutissement des années de recherche en Guinée, c'est-à-dire c'est vraiment venu de cette conscience de certains blocages en Guinée, qui pèsent sur les Guinéens et les chercheurs plus généralement. Je n'ai pas réussi à les dépasser ou à les faire dépasser sauf individuellement bien sûr : des problématiques ou des approches communes, des discussions de fond sur notre discipline, des interrogations sur les décennies suivant l'indépendance… J'en arrive, après nombre d'années, à me dire que ça ne tient pas à moi spécifiquement et j'en discute avec des collègues qui ont la même expérience. Cela tient à une complexité d'éléments internes, dont l'héritage de Sékou Touré, ou à des éléments d'ordre politico-culturel mais aussi à la façon dont l'histoire du pays est enseignée ou transmise au quotidien, que ce soit la question des esclaves dans les sociétés guinéennes avant la colonisation, les tensions pendant la colonisation ou la dureté du premier régime après l'indépendance. Au-delà de ce rapport complexe à l'histoire, le champ universitaire est traversé par des rivalités internes que je ne maîtrise pas bien, liées aux diplômes, aux grades, aux promotions, et également par des compétitions, qui publie quoi et où…

Au même moment, il y a de nombreux jeunes étudiants et étudiantes qui fourmillent d'idées mais qui ne trouvent pas de direction scientifique disponible sur place, et qui me demandent des conseils de direction : mais nous sommes limités en France car il faut être HDR et que le nombre de postes de professeur des universités en histoire de l'Afrique est restreint. Je me dis aussi que, plus d'un demi-siècle après les indépendances, les formations devraient se faire sur place, bien sûr en tirant profit des collaborations internationales et interrégionales en Afrique, dans le cadre du Cames (Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur) par exemple, ce qui est fructueux mais pourrait être développé encore. Il y a de bons chercheurs, souvent bloqués par le système, ce qui est vraiment dommage et constitue un cercle vicieux pour la formation des étudiants. Ce constat dépasse le cas de la Guinée, bien sûr. Il pose aussi la question du statut de l'histoire et de son enseignement dans les pays africains,

© Karthala | Téléchargé le 30/08/2023 sur www.cairn.info via Université Paris - Cité (IP: 195.220.128.226)

discipline souvent considérée comme potentiellement subversive alors qu'elle pourrait jouer un rôle fort de ciment national et de compréhension mutuelle entre les citoyens.

En Guinée, il avait aussi été question avec le professeur Djibril Tamsir Niane, que j'avais rencontré à plusieurs reprises, notamment en 2015, d'organiser quelque chose sur « Écrire l'histoire de la Guinée » ; on avait bien discuté, chez lui vers la Minière ; on avait évoqué beaucoup de pistes mais cela n'a pas pu se concrétiser. Le CIRD souhaiterait aussi faire quelque chose dans ce sens et contribuer par des journées d'études. Il faut en effet agir de l'intérieur de la Guinée pour éviter d'aboutir à un livre comme *Mémoire collective*, très bel ouvrage mais où, malgré les sollicitations des coordinateurs, il y a très peu d'auteurs guinéens[40]. Cela donne l'impression, fausse, d'avoir été fait en dehors d'eux. Ensuite, il est facile pour certains Guinéens de critiquer et de dire, vous voyez ce sont les étrangers qui ont une vision négative de notre pays… Effectivement, si on n'écrit pas sur des sujets douloureux, si on ne publie pas en dialogue avec ce que font les autres en Guinée même et en dehors, c'est difficile. Donc cette réflexion sur les nœuds de l'histoire est vraiment venue de la difficulté à faire en sorte que les échanges soient fructueux, d'avoir de vrais dialogues ou discussions de fond, et que tous les sujets puissent être abordés et étudiés sous l'angle historique. Cela relève en fait autant du disciplinaire, de l'académique que du politique, ce qui rend les choses très complexes.

Mais, en même temps, je vois bien qu'il y a des changements de génération, de nouveaux chercheurs et chercheuses, guinéens et étrangers, qui s'impliquent activement dans les études autour de la Guinée, en histoire, en littérature, en sociologie, en anthropologie. Je constate qu'il y a une envie forte d'ouverture et du dynamisme, dans le monde de la culture aussi, et une volonté de faire avancer les choses. La roue tourne et loin est le temps, en 1979, où j'étais la première chercheuse française à débarquer à Conakry ■

Odile Goerg
Centre d'études en sciences sociales sur les mondes africains, américains et asiatiques (Cessma),
Université Paris Cité (UPC)

Céline Pauthier
Centre de recherches en histoire internationale et Atlantique (CRHIA),
Institut des mondes africains (Imaf),
Nantes Université

40. RFI et FIDH, *Mémoire collective. Histoire plurielle des violences politiques en Guinée*, Paris, FIDH/RFI, 2018.

© Karthala | Téléchargé le 30/08/2023 sur www.cairn.info via Université Paris - Cité (IP: 195.220.128.226)

Abstract

Exploring the Knots of History in Guinea: An Interview with Odile Goerg

Odile Goerg, Professor Emerita at Université Paris Cité, is a historian of West Africa (Guinea, Sierra Leone) who later became interested in colonial economic networks, the history of African cities, leisure and sociability in urban areas and the cinema as a leisure practice in colonial Africa. In this interview, Céline Pauthier asks Odile Goerg about her forty-year relationship with Guinea, the sources she was able to use during her career and the political and scientific contexts of research in the country. The conversation explores the postcolonial issues and memorial questions surrounding the writing of history in this country.

© Karthala | Téléchargé le 30/08/2023 sur www.cairn.info via Université Paris - Cité (IP: 195.220.128.226)